

Les riches sont-ils vraiment beaucoup plus riches ?

Y aurait-il de l'argent alors qu'on nous dit qu'il n'y en a pas ?

...

Nous aurait-on menti ?



Oxfam a fait paraître le 19 janvier 2026 un nouveau rapport à l'occasion de l'ouverture du Forum économique mondial 2026 à Davos. Dans ce rapport, la confédération internationale a fait le bilan des « inégalités mondiales » qui traversent et impactent nos sociétés.

DES CHIFFRES VERTIGINEUX

Dans le Monde	En France
<p>« En 2025, la fortune des milliardaires a augmenté 3 fois plus vite que pendant les 5 années précédentes (plus de 16 % en 2025).</p> <p>Cette augmentation équivaut à la richesse totale de la moitié la plus pauvre de l'humanité.</p> <p>La barre des 3 000 milliardaires a été franchie pour la première fois en 2025.</p> <p>La fortune des milliardaires a augmenté de 81 % depuis 2020.</p> <p>Elle a atteint en 2025 son plus haut niveau historique : 18 300 milliards de dollars cumulés ».</p>	<p>« Les 53 milliardaires français sont désormais plus riches que plus de 32 millions de personnes réunies, soit près de la moitié de la population.</p> <p>En 24 minutes en moyenne, un milliardaire gagne l'équivalent du revenu annuel moyen d'un Français, soit 42 438 euros.</p> <p>Depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron en 2017, la fortune des milliardaires français a doublé ».</p> <p>Dans le gouvernement Bayrou, 22 ministres sur 36 étaient millionnaires. »</p> <p>Selon l'INSEE, le niveau de pauvreté en France a atteint 15,4 % en 2023, son plus haut niveau depuis 30 ans.</p>

OXFAM A FAIT LE CALCUL POUR L'ÉDUCATION NATIONALE

Selon le rapport, depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron en 2017, la fortune des milliardaires français aurait doublé.

Et de chiffrer le constat suivant :

« Ce gain de plus de 220 milliards d'euros, concentré sur à peine 32 personnes, pourrait financer 10 000 postes d'enseignants pendant 377 ans. »

BORNULETTE



FO ALERTE DEPUIS LONGTEMPS SUR UN SYSTÈME QUI GRÈVE LA FONCTION PUBLIQUE

2023 : aides publiques record pour les entreprises, sans contrepartie, ni contrôle ...

2024 : record historique pour le CAC 40 ...

200
MILLIARDS

LES AIDES PUBLIQUES AUX
ENTREPRISES EN 2023 :
LA FRANCE CHAMPIONNE
DES DÉPENSES PUBLIQUES

Chaque année les entreprises bénéficient d'aides publiques liées à des dispositifs dérogatoires et autres subventions. Elles sont principalement composées de niches fiscales ou exonérations de cotisations sociales constituant une perte de recettes pour les services publics et la protection sociale.

Ces aides sont rarement évaluées et, lorsqu'elles le sont, certaines s'avèrent inefficaces, comme l'illustrent les exemples du Crédit d'impôt recherche (CIR) ou des exonérations de cotisations sociales au-delà de 1,6 Smic.

D'autres font l'objet d'une captation par des grands groupes internationaux qui délocalisent ensuite leur production.

À travers ces aides, les entreprises contribuent de moins en moins au financement des services publics. Le poids de la fiscalité est transféré sur les ménages devant supporter une fiscalité indirecte et anti redistributive de plus en plus lourde.

Alors que certains estiment que la France doit réduire ses dépenses publiques pour assurer son désendettement, les aides aux entreprises sont étonnamment passées sous silence.

100
MILLIARDS

DIVIDENDES : LES
CHIFFRES VERTIGINEUX
DU CAC 40

L'année 2024 est un record historique pour le CAC 40 qui a reversé près de **100 milliards d'euros** à ses actionnaires.

Ces versements se sont accrus de 60 % depuis 2019.

Cette distribution a pris la forme de dividendes pour **73 milliards d'euros** et de rachats d'actions pour **25 milliards d'euros**.

À l'heure où les plans de licenciements se multiplient, les entreprises du CAC 40 ont ainsi reversés **66 % des bénéfices** à leurs actionnaires.

Ces chiffres illustrent la prédation qu'opère la finance sur les richesses produites par les travailleurs.

2025 : des exonérations de cotisations sociales qui explosent ...

77
MILLIARDS

LES EXONÉRATIONS DE COTISATIONS SOCIALES : EXORBITANTES !

77 Milliards d'euros c'est le coût pour les finances publiques des exonérations de cotisations sociales en 2025. De nombreuses études ont conclu à l'absence d'effets sur l'emploi et la compétitivité des exonérations de cotisations, en particulier celles se situant au-delà de 1.6 du Smic.

Depuis 2019 les exonérations de cotisations ont augmenté de 26 %. Elles étaient alors de **61 milliards d'euros !**

La part des exonérations non compensées est seule responsable du déficit de la Sécurité sociale depuis 2018. Son coût est passé de **10 milliards d'euros en 2018 à 19 milliards en 2023**, une perte de recettes supérieure au déficit cumulé de la Sécurité sociale (hors Covid).

Ce système, en plus d'être très coûteux, encourage la création d'emplois à bas salaires. Les entreprises, subventionnées pour embaucher près du Smic, sont incitées à externaliser et à sous-traiter.

En période d'inflation, les employeurs ont intérêt à limiter les hausses de salaires sous le Smic, car cela compresse les grilles salariales et leur permet de bénéficier de nouvelles exonérations.

« Dans le cadre du budget 2026, le Ministre prévoit ainsi de supprimer pas moins de 4 000 postes d'enseignants devant élèves, 1er et 2nd degrés confondus. Alors que les dividendes explosent pour les entreprises du CAC40 et que les exonérations fiscales n'ont jamais été aussi importantes, l'École publique est sacrifiée. En février 2025, la loi de finances pour 2025, passée par 49-3 par le gouvernement de M. Bayrou, avait abouti à une coupe budgétaire des finances publiques de 50 milliards d'euros. 50 milliards en moins pour l'école, l'hôpital, la justice, l'agriculture, la culture... »

NE LES LAISSONS
PAS FAIRE !



ça ne peut plus durer !

POUR FO, IL EST URGENT DE FAIRE D'AUTRES CHOIX !

Nous voulons la hausse des salaires par l'augmentation du point d'indice, la suppression du jour de carence et le maintien de 100 % de la rémunération en cas d'arrêt maladie.

Pour le SNUDI FO 29, il faut défendre le statut des agents, donner des moyens humains au service public de l'Éducation et abroger toutes les réformes qui ont dégradé les conditions de travail et d'étude : réforme du lycée, du bac, Parcoursup, chocs des savoirs...

**AUGMENTATION DES SALAIRES,
DES TRAITEMENTS, DES PENSIONS, DES MINIMA
SOCIAUX ET DE L'ALLOCATION CHÔMAGE**

**FINANCEMENT
DES SERVICES PUBLICS
& RECRUTEMENT DES PERSONNELS
SOUS STATUT**

Le SNFOLC 29 appelle les personnels de l'Éducation Nationale à construire la mobilisation : AG, RIS ou simples discussions informelles, toutes les solutions doivent permettre de construire la grève dans l'Éducation nationale, et plus largement la grève interprofessionnelle, jusqu'au blocage du pays s'il le faut.

**DÉFENSE DE NOTRE
SYSTÈME DE RETRAITES
PAR RÉPARTITION AVEC UN
RETOUR À UN DÉPART À
60 ANS ET 37,5 ANNUITÉS
POUR UN TRAITEMENT PLEIN**

L'heure n'est pas à la résignation ni à l'inaction. Nous ne pouvons plus laisser le gouvernement

**DÉFENSE
DE LA SÉCURITÉ SOCIALE**

favoriser les actionnaires et grands PDG pour ravager nos droits et nos acquis sociaux.

DE L'ARGENT, IL Y EN A !

SNUDI 29 SNUDI-FO du Finistère
5 rue de l'Observatoire 29200 BREST
Tél : 06.80.65.04.27
Courriel : snudifo29@gmail.com
Site : <https://snudifo29.com/>

**AVEC
FOJE
DÉFENDS LE
SERVICE
PUBLIC**